

Baromètre de la confiance politique - vague 9



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Radiographie du référendum, un moyen de renouer avec la confiance ?

Martial Foucault & Laurence Morel

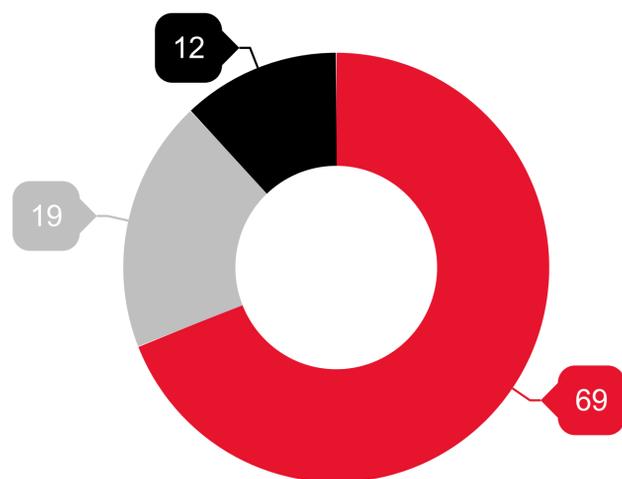
L'enjeu : La question du référendum est récurrente dans le débat politique français mais qu'en pensent les Français ? Comment se décline l'engouement référendaire des Français ? Quels sont, selon eux, les enjeux susceptibles d'être soumis à référendum ?



des enquêtés affirment qu'il devrait y avoir des référendums sur la plupart des questions importantes et 69% sont favorables au référendum d'initiative populaire.

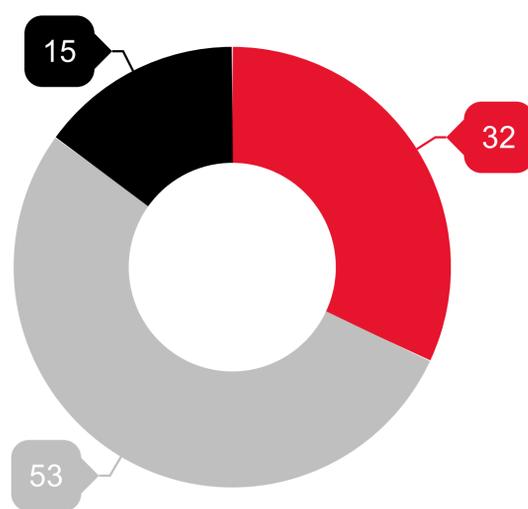


des enquêtés pensent que si les référendums sont trop fréquents, les citoyens risquent à la longue de se démobiliser.



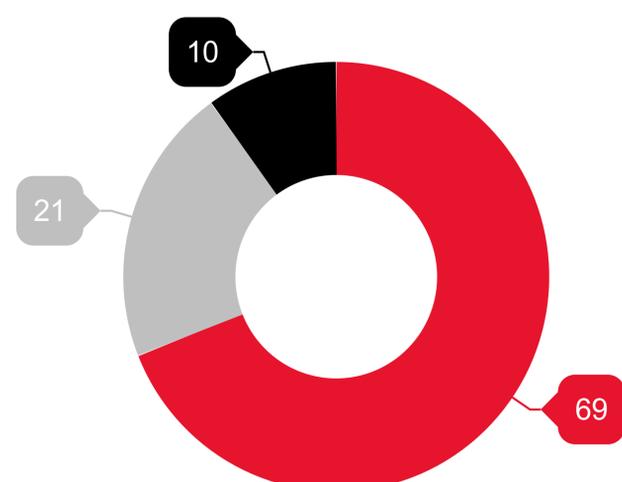
■ D'accord (69%) ■ Pas d'accord (19%) ■ NSP (12%)

Les citoyens devraient pouvoir imposer un référendum sur une question à partir d'une pétition ayant rassemblé un nombre requis de signatures (%)



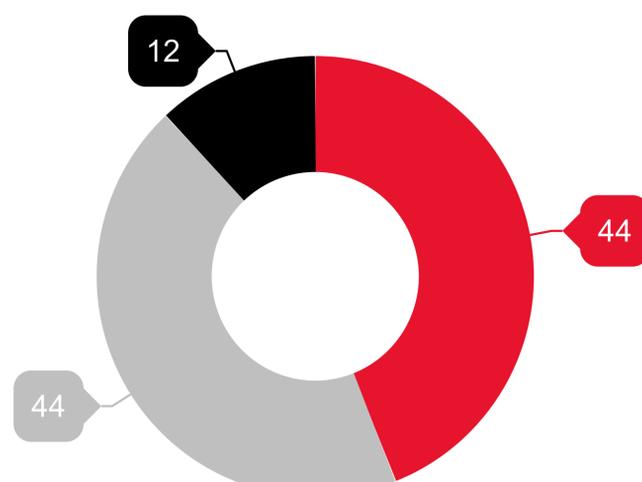
■ D'accord (32%) ■ Pas d'accord (53%) ■ NSP (15%)

Les référendums devraient être seulement consultatifs, à charge pour les responsables politiques de tenir compte ou non de leurs résultats. (%)



■ D'accord (69%) ■ Pas d'accord (21%) ■ NSP (10%)

Les questions de société (peine de mort, droits des homosexuels, procréation assistée...) sont des enjeux à soumettre à référendum. (%)



■ D'accord (44%) ■ Pas d'accord (44%) ■ NSP (12%)

L'engagement des forces armées françaises dans un conflit est un enjeu à soumettre à référendum. (%)



La récente décision du gouvernement d'Edouard Philippe d'abandonner le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes offre un bon exemple des paradoxes de l'exercice de la démocratie directe en France. Bien que n'ayant qu'une valeur consultative, la consultation du 26 juin 2016 donnait une majorité de 55,17% d'habitants du département de Loire Atlantique, avec une participation de 51,08%, favorables au transfert de l'aéroport de Nantes-Atlantique sur la commune de Notre-Dame-des-Landes. Comment comprendre l'ambivalence entre une demande sociale de plus en plus forte de démocratie « directe » et une décision politique inverse ?

La vague 9 du Baromètre de la confiance politique réalise une radiographie du référendum. Elle confirme de « désir » de référendum exprimé à de nombreuses reprises par les Français dans les années précédentes mais montre qu'ils ne souhaitent pas des référendums « tous azimuts ». Elle révèle aussi de fortes disparités entre individus, et confirme la thèse académique de la « désaffection », c'est-à-dire de l'intérêt majeur porté au référendum par les catégories les plus fragiles, qui se sentent les moins bien représentées et sont les plus critiques à l'égard du fonctionnement de la démocratie. L'initiative populaire en revanche paraît l'objet d'un consensus beaucoup plus large entre catégories sociales et politiques. Les résultats suggèrent aussi le rôle conducteur des entrepreneurs politiques, au lendemain d'une séquence électorale qui a généré une véritable « référendomania » chez les candidats, à l'exception notable d'Emmanuel Macron.

I/ Une demande de "directisation" du système politique

D'une manière générale, les Français souhaitent avoir beaucoup plus d'influence sur les décisions politiques. Le sentiment massif mis en évidence par les différentes vagues du Baromètre depuis 2009 selon lequel les responsables politiques ne se préoccupent pas de ce qu'ils pensent est confirmé (83% des sondés), et les deux tiers des personnes interrogées considèrent qu'un bon responsable politique est avant tout quelqu'un qui sait prendre l'avis du plus grand nombre de citoyens avant de décider. Notons au passage que cette opinion ne paraît pas incompatible avec la consultation des experts, puisque 71% indiquent aussi cette qualité d'un bon responsable politique comme prioritaire (deux qualités pouvaient être indiquées parmi quatre proposées). L'impression est qu'un bon responsable politique devrait consulter largement, du citoyen ordinaire au spécialiste, avant de décider.

Bien qu'un peu moins nombreux, ceux qui pensent que les responsables politiques devraient aussi suivre l'avis des citoyens, voire changer de politique en fonction de ce que la plupart des gens pensent, sont également une très grande majorité (61%). Un système politique qui appliquerait systématiquement la volonté populaire recueille aussi une majorité d'avis favorables, mais moins importante (55%). On note toutefois pour ces deux indicateurs un net décrochage depuis un an (69% et 62% respectivement dans la vague 8), même s'il traduit peut-être plus un doute qu'un changement de position en ce qui concerne le système politique, tous les modes de gouvernement proposés subissant une baisse, tandis que le pourcentage de ceux qui ne se prononcent pas a sensiblement augmenté.

Si les Français pensent que le gouvernement devrait être plus direct, c'est aussi parce qu'ils rejettent l'idée que la politique serait une affaire de spécialistes (57%), même si ce point apparaît plus controversé (40% pensent le contraire). Seuls 42% des sondés (48% en 2016) vont jusqu'à déclarer que « La démocratie fonctionnerait mieux en France si les députés étaient en fait des citoyens tirés au sort », autrement dit que le citoyen ordinaire pourrait remplacer les hommes politiques.

II/ Le référendum plébiscité mais sa pratique « contrôlée » ?

Quelle est la place spécifique du référendum dans ce cadre ? La « directisation » du système politique doit-elle passer par cet outil d'expression de la volonté populaire ? La réponse semble être positive puisque 62% des sondés pensent qu'« il devrait y avoir des référendums sur la plupart des questions importantes », et seulement 32% acceptent que ces référendums soient purement consultatifs (tableau 1). Par ailleurs, deux tiers des interviewés sont favorables à l'initiative populaire, soit au référendum comme recours des citoyens contre certaines lois ou pour en proposer de nouvelles.

Pour autant, l'enseignement de ce nouveau Baromètre, qui cherche à mesurer l'« intensité » de l'engouement référendaire des Français, est qu'au-delà des positions de principe très favorables, ceux-ci ne souhaitent pas des référendums trop fréquents ou sur tous les sujets. Ainsi ne sont-ils plus que 49% des sondés à souhaiter des référendums systématiquement sur toutes les questions importantes quand ils répondent favorablement à la question « C'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes ». En outre, 58% pensent que si les référendums sont trop fréquents les citoyens risquent à la longue de se démobiliser. Ce qui constitue vraisemblablement un motif pour ne pas les multiplier puisque par ailleurs 74% considèrent que le résultat d'un référendum ne devrait s'imposer que si la participation a atteint un seuil minimal. De nouveau, la question de la représentation et de la légitimité politique du procédé est mise en avant.

Par ailleurs, si quel que soit le sujet, à l'exception des questions militaires, une majorité de répondants, souvent très élevée, approuve le recours au référendum, certains sujets paraissent plus appropriés que d'autres. Les questions de société arrivent en tête, avec 69% d'avis favorables (et seulement 21% d'avis contraires), suivies de près par les institutions et les règles de la vie politique (67%), tandis qu'en matière d'économie, de sécurité intérieure et de défense, autrement dit sur les questions les plus complexes, touchant aux intérêts vitaux ou régaliennes, les avis sont beaucoup plus partagés (tableau 2).

Tableau 1 : Les opinions vis-à-vis du référendum (%)

	D'accord	Pas d'accord	NSP
> Les résultats d'un référendum ne devraient être adoptés que si la participation a atteint un seuil minimal (par exemple 40%).	74	14	12
> Les citoyens devraient pouvoir imposer un référendum sur une question à partir d'une pétition ayant rassemblé un nombre requis de signatures.	69	19	12
> Il devrait y avoir des référendums sur la plupart des questions importantes.	62	26	12
> Si les référendums sont trop fréquents, les citoyens risquent à la longue de se démobiliser.	58	31	11
> Les référendums devraient être seulement consultatifs, à charge pour les responsables politiques de tenir compte ou non de leurs résultats.	32	53	15

**Tableau 2 : Les priorités d'enjeux à soumettre à référendum (%)**

	Approprié	Pas approprié	NSP
> Les questions de société (peine de mort, droits des homosexuels, procréation assistée...)	69	21	10
> Les institutions et les règles de la vie politique (cumul des mandats, indépendance des territoires...)	67	22	11
> L'aménagement du territoire, l'environnement, les transports (aéroports, lignes ferroviaires...)	64	25	11
> Les politiques vis à vis de l'Union européenne (euro, migrants, travailleurs détachés...)	61	27	12
> Les questions d'immigration	60	29	11
> Les questions d'éducation	59	30	11
> Les questions de santé	56	33	11
> Les questions économiques et budgétaires (impôts, taxes, etc.)	53	36	11
> Les questions de sécurité intérieure et de justice.	50	38	12

III/ La thèse de la désaffection confirmée

Ce tableau général cache toutefois des différences individuelles importantes. La demande croissante de démocratie directe relevée dans la plupart des démocraties depuis une vingtaine d'années (la France ne fait pas exception) est attribuée tour à tour et selon les contextes à deux catégories sociales en expansion : les « post-matérialistes », ainsi nommés du fait de leur engagement pour la qualité de la vie et l'environnement, et qui dans l'ordre politique expriment des valeurs de participation plus exigeantes; et les « laissés-pour-compte » de la modernisation, d'autre part, qui se sentent mal représentés et conçoivent le référendum comme un recours contre les élites. Démocratie directe participative contre démocratie directe protestataire en quelque sorte. Autant dire que les caractéristiques des deux groupes d'individus sont radicalement opposées : tandis que les uns appartiennent aux milieux aisés et les plus diplômés (thèse de la cognition), les autres se recrutent surtout dans les catégories populaires et en situation de fragilité économique (thèse de la désaffection).

La thèse de la « désaffection » apparaît largement confirmée par les résultats de ce Baromètre. Les ouvriers, les chômeurs, et les personnes en situation financière difficile montrent en effet la propension la plus élevée à vouloir des référendums sur la plupart des questions importantes : respectivement 73%, 75% et 67% (pour une moyenne de 62% dans l'ensemble de la population), tandis que les CSP supérieures sont les moins enthousiastes, le minimum étant atteint avec les cadres et les professions libérales (55%). De même, les sans diplôme plafonnent à 69%, tandis que les « supérieurs à Bac+2 » forment la catégorie plancher (58%). Non seulement les individus les plus instruits ne sont donc pas les promoteurs du référendum, comme dans la thèse de la cognition, mais ils sont même les plus critiques à l'égard du procédé, confirmant un certain nombre d'enquêtes récentes menées dans d'autres pays. L'initiative populaire en revanche livre un constat moins clair. Si elle est aussi plébiscitée chez les ouvriers et les chômeurs (respectivement 71% et 77% y sont favorables), elle ne rencontre pas pour autant d'hostilité particulière des catégories aisées, en particulier des cadres et professions libérales, qui l'approuvent autant que la moyenne des Français (69%). Surtout, la relation au niveau d'instruction apparaît inverse, les plus diplômés y étant légèrement plus favorables que les autres (72%). L'initiative populaire semble donc faire l'objet d'une approbation forte, assez étale dans la population, ne confirmant ou infirmant aucune des deux thèses.

La proximité partisane confirme ces résultats en montrant que les individus les plus favorables aux référendums sur les questions importantes sont ceux qui sont proches des partis protestataires, qu'ils soient de gauche ou de droite (75% d'avis favorables chez les sympathisants de la France insoumise et 79% chez ceux du Front national), tandis que les moins enthousiastes se recrutent chez les proches des partis écologistes et du parti socialiste, plus sensibles aux thèses post-matérialistes (respectivement 60% et 57% d'avis favorables), et surtout chez les « Marcheurs », qui constituent le seul groupe, quelle que soit la variable retenue (démographique, géographique, culturelle, religieuse, socio-économique ou politique) à passer sous la barre de la majorité (49% d'avis favorables). De même, l'initiative populaire offre un tableau plus équilibré d'adhésion élevée au procédé, incluant cette fois les socialistes et les écologistes, et qui atteindrait les trois quarts des sondés si les Marcheurs ne tiraient, là aussi, la moyenne vers le bas.

Conclusion : Les usages citoyens du référendum

L'engouement pour les procédures référendaires, et les variations selon la proximité partisane, reflètent évidemment aussi la « référendomania » de la dernière campagne présidentielle, mais aussi les différences entre candidats, les uns s'en tenant, comme François Fillon, à promettre des référendums sur certaines questions, tandis que les autres annonçaient à la fois des référendums spécifiques et l'introduction de l'initiative populaire (Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan), ou seulement cette dernière (Benoît Hamon).

Le bon fonctionnement d'une démocratie implique-t-il le recours plus étendu au référendum ou à une meilleure prise en compte des préférences des citoyens selon les enjeux ? Sans doute ne faut-il pas sous-estimer les limites des usages de référendum dans un pays ne disposant pas de culture politique de la démocratie directe. Le risque d'une instrumentalisation du référendum par les citoyens reste réel s'il sert à sanctionner l'exécutif indépendamment de la question référendaire posée.

Les auteurs

Martial Foucault

martial.foucault@sciencespo.fr

Laurence Morel

Laurence.Morel@eui.eu

Les données et les résultats



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez